



## MINISTÈRE DE LA DÉFENSE



COLLÈGE INTERARMÉES  
DE DÉFENSE

Paris, le 29 mars 2005

*Groupement enseignement général*

Commissaire commandant  
Christophe PERRET  
B4

### Fiche de stratégie

**OBJET** : sujet n°3/ « Depuis la fin de la guerre froide, la stratégie nucléaire se réduit-elle à la lutte contre la prolifération ? »

**P. JOINTE(S)** : *1 carte*

Il est courant de considérer aujourd'hui, avec la fin de la guerre froide, que les armes nucléaires, incarnation de l'idéal-type Clausewitzien de la guerre absolue, sont totalement inadaptées aux menaces asymétriques actuelles.

Sept pays détiennent officiellement l'arme nucléaire, l'Inde (en 1974) et le Pakistan (en 1998) ayant rejoint le « club des 5 » (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, Russie et Chine). Au regard de la carte jointe relative à la prolifération nucléaire en 2004, on peut imaginer que d'autres pays, comme Israël, la détiennent.

Le fait qu'il n'y jamais eu de guerre entre pays possédant l'arme atomique illustre généralement l'efficacité de la dissuasion nucléaire qui a prévalu jusqu'à la fin de la guerre froide et la disparition de l'adversaire soviétique. La peur de la « foudroyance instantanée » a joué pendant près de 50 ans. La course aux armements engagée par les Etats-Unis et l'URSS (qui ont eu jusqu'à 15000 têtes nucléaires au début des années 80) a dissuadé l'un et l'autre de prendre le risque de destruction de la civilisation.

A l'instar d'Alain Joxe, peut-on considérer que la fin de la guerre froide a marqué « la fin de la toute puissance d'une doctrine stratégique dominée par l'équilibre de la terreur nucléaire entre les deux blocs » ? Autrement dit, peut-on considérer aujourd'hui que la stratégie nucléaire se réduit à la lutte contre la prolifération ?

Afin d'apporter une réponse à cette question, il s'agira de voir dans un premier temps que la lutte contre la prolifération est une constante de la stratégie nucléaire et non une fin en soi.

Dans un second temps, il sera développé l'idée selon laquelle la dissuasion n'est pas un concept en déclin au regard notamment des réalités stratégiques du monde d'aujourd'hui.

#### 1) **La lutte contre la prolifération est une constante de la stratégie nucléaire...**

La lutte contre la prolifération est présentée comme une caractéristique induite par la fin de la guerre froide. Après avoir vu qu'il n'en est rien, et qu'elle a toujours correspondu à

une préoccupation stratégique américaine, il s'agira d'illustrer pourquoi elle semble être aujourd'hui le seul concept de stratégie nucléaire.

### ***1.1) La lutte contre la prolifération, une constante historique...***

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, la tendance naturelle des puissances nucléaires a été d'essayer d'en préserver leur monopole, à commencer par les Etats-Unis. Ses alliés historiques, à savoir la France (en 1960) et la Grande-Bretagne (en 1952), ont été les premiers pays à avoir dû s'affranchir par la force (diplomatique) de la volonté des Etats-Unis de ne pas les voir accéder au rang de puissance nucléaire. Les Etats-Unis considéraient en effet que l'augmentation du nombre de puissances nucléaires ne pouvait qu'accroître les risques de guerre et que la plupart des Etats n'étaient pas capables d'assimiler la logique de la dissuasion.

C'est la raison pour laquelle, après avoir assisté à l'acquisition de l'arme nucléaire par l'URSS (1949) et la Chine (1964), les Etats-Unis initient en 1968 le Traité de Non Prolifération (TNP) nucléaire, véritable compromis entre les 5 puissances atomiques d'alors et les états non nucléaires s'engageant à ne pas chercher à acquérir l'arme nucléaire. Son article 6, contrepartie de cet engagement, suppose que les puissances nucléaires poursuivent des « efforts systématiques et progressifs en vue de réduire les armes nucléaires, avec l'objectif ultime de les éliminer ».

Force est de constater qu'à part quelques exceptions (Cf. carte jointe), le nombre de pays détenteurs de l'arme nucléaire en 2004 est beaucoup plus faible que le chiffre envisagé (une vingtaine) par certains analystes durant les années 60.

### ***1.2) ...que la fin de la guerre froide a semblé posé en dogme unique***

Avec la disparition de l'« empire du Mal », l'arme nucléaire pouvait apparaître comme la première victime de la récolte des « dividendes de la paix ».

A ce choc politique est venue s'ajouter une contestation morale du nucléaire par les opinions publiques, notamment au regard des effets de l'accident de Tchernobyl, qui réservait chaque année son lot de révélations.

Les budgets militaires se sont donc réduits, notamment au sein des nations européennes occidentales, et la part du nucléaire a largement baissé (20% du budget français d'équipement de la Défense en 2004, contre 40% en 1990). Ces armes ont pu paraître inadaptées aux nouvelles menaces, tant et si bien que la lutte contre la prolifération est devenue la face émergée de l'iceberg. Les Etats-Unis et la Russie ne disposent plus aujourd'hui que de 3000 têtes nucléaires (à comparer aux 15000 du début des années 80).

En 1995, le TNP a d'ailleurs, à l'initiative des Etats-Unis, été reconduit pour une durée indéterminée. Cela semblerait être une priorité du Président Bush qui rappelait en février 2004 à la Maison Blanche que les Etats-Unis « arrêteraient l'acquisition et la production de ces armes », et souhaitait imposer aux états l'interdiction d'acquérir l'équipement d'enrichissement et de retraitement, sauf si on possède déjà ces systèmes (comme l'Iran). Pour autant, la lutte contre la prolifération n'a pas, et pourrait encore, ne pas empêcher certains états d'accéder au rang de puissance nucléaire.

La stratégie nucléaire ne se réduit cependant pas à la lutte contre la prolifération. Des réalités stratégiques illustrent le fait que la dissuasion demeure toujours d'actualité.

## **2) ... mais l'outil nucléaire demeure toujours d'actualité au regard de la réalité stratégique**

Il est possible de constater, d'une part une persistance du concept de dissuasion, et d'autre part, un certain retour d'idées anciennes sur l'emploi du nucléaire.

### ***2.1) Persistance d'une dissuasion « latente » ?***

Alors même que les Etats-Unis ont toujours été des militants actifs de la lutte contre la prolifération, ils souhaitent désormais s'affranchir de l'article du TNP prévoyant comme objectif final le désarmement nucléaire. Cette attitude est quelque peu paradoxale et révèle la préoccupation selon laquelle il n'est techniquement pas possible de supprimer toutes les armes nucléaires dans le monde, et il n'est pas forcément utile pour la stabilité

internationale de le faire. La France n'est d'ailleurs pas loin de partager cette vision (Cf. Propos du Général Bentégeat, CEMA, in Le Monde du 12 mars dernier).

Certaines puissances cherchent encore à acquérir l'arme nucléaire. Certaines d'entre elles n'ont d'ailleurs pas une tradition, ou des positions qui vont dans le sens de l'apaisement. C'est d'ailleurs en ce sens que le Président français J. Chirac rappelait lors d'un discours devant l'IHEDN que les arsenaux nucléaires existants étaient encore importants et que les armes continuaient de proliférer, menaçant ainsi les pays occidentaux. Pour la France comme les autres puissances nucléaires, l'arme atomique représente un symbole fort, un instrument de puissance qui montre jusqu'où une nation peut aller en représailles (et lui garantit également un siège au conseil de sécurité..).

Le concept stratégique de l'OTAN précise ainsi que la « raison d'être fondamentale des forces nucléaires [...] est politique : préserver la paix et prévenir la coercition et toute espèce de guerre ». A ce titre, on peut qualifier la dissuasion actuelle des puissances occidentales de « latente », en ce sens qu'elles disposent d'une capacité de rebâtir une dissuasion crédible en cas de besoin.

La France, avec ses théoriciens, se distingue toutefois par une doctrine fondée sur la disproportion entre le risque et l'enjeu (dissuasion proportionnelle) et sur la garantie des intérêts vitaux, c'est-à-dire les 3 cercles : le territoire nationale, l'Europe et le monde

De surcroît, la dissuasion pure n'est pas morte si l'on considère la seule position des Etats-Unis. La Chine représente actuellement pour ce pays un rival économique mais également géopolitique et militaire (dont l'influence s'étend de l'Asie à l'Afrique). Elle dispose de missiles intercontinentaux à tête nucléaire (relativement peu, une trentaine) et affirme ne pas craindre une guerre nucléaire au regard de l'immensité de leur territoire et de leur population. Même si on peut estimer que ces affirmations se heurteraient, le cas échéant, aux réalités économiques que ce pays découvre, cela constitue néanmoins une menace.

Il faut voir dans ce défi chinois un argument de plus à la volonté de constitution de boucliers anti-missiles (National Missile Defence), qui illustre le fait que le risque nucléaire n'est pas absent de la doctrine américaine.

Entre l'Inde et le Pakistan, on a assisté à l'« adoption » d'un code implicite de bonne conduite dès l'acquisition du nucléaire. Cette dissuasion joue toujours et elle a de beaux jours devant elle pour ces deux puissances.

La Chine est également adepte de cette dissuasion dans la mesure où elle a toujours affirmé son refus de se servir de l'arme nucléaire en premier (mais ensuite ?).

La dissuasion n'est donc pas enterrée, d'autant plus que les Etats-Unis repensent l'emploi des armes nucléaires.

## ***2.2) L'arme nucléaire, complémentaire des armes classiques ?***

Avec la relance du programme des mini bombes nucléaires, destinées à frapper des objectifs enterrés tels que les repaires de Tora Bora en Afghanistan, on voit resurgir de vieux concepts doctrinaux.

A l'issue de la deuxième guerre mondiale, la bombe nucléaire était considérée comme une « super » bombe, simple prolongement de l'armement conventionnel. Avaient d'ailleurs été étudiés des armements conventionnels « nucléarisés », tels que les obus d'artillerie ou les grenades. Cela avait été abandonné dans les années 50.

Ce concept d'emploi de l'arme nucléaire sur le champ de bataille n'est donc pas nouveau. C'était d'ailleurs celui de l'URSS pendant la guerre froide.

L'efficacité militaire de cet instrument est discutable, et ses effets collatéraux importants au regard, par exemple, de la persistance de ses effets sur l'environnement. Il faut peut-être d'avantage y voir un signe politique de dissuasion à l'égard de ceux qui, dans des conflits asymétriques, se sentent à l'abri de ce genre d'armement. Force est de constater, cependant, que la contradiction est fâcheuse avec les efforts manifestement entrepris pour lutter contre la prolifération. Efforts pouvant paraître, une fois de plus, unilatéraux.

**En conclusion, il apparaît clairement que la lutte contre la prolifération nucléaire a toujours été un pilier fort de la stratégie nucléaire, et cela ne date pas de la fin de la guerre froide. La dissuasion est toujours considérée comme fondamentale, notamment par les Etats-Unis, au regard de nouvelles menaces (états voyous) ou de nouveaux rivaux potentiellement dangereux (Chine). Ainsi, et en dépit d'une réelle indépendance d'esprit du rédacteur, la réponse apportée pourrait être que « face à la prolifération, la meilleure réponse est la dissuasion ». Général Bentégeat, Mars 2005**

Pièce jointe  
à la  
Fiche de stratégie

du CCD PERRET Christophe

## « La prolifération nucléaire en 2004 »

### La prolifération nucléaire en 2004

